

Bonjour,

Dans le cadre des élections législatives nous allons faire deux papiers supplémentaires. Nous posons deux questions à chacun des 13 candidats de la circonscription. Pourriez-vous y répondre par mail ?

Les voici :

1. Si vous êtes élu, quelles mesures phare allez-vous prendre pour préserver l'emploi et les économies locales ?

2. Sur quel service public jugez-vous le plus urgent d'agir et comment ?

Merci beaucoup

Cordialement

Cédric Loubet

Journaliste

Le Progrès

Agence d'Oyonnax

Réponse à 2 questions de Cédric Loubet, journaliste au journal Le Progrès

1. Si vous êtes élu, quelles mesures phare allez-vous prendre pour préserver l'emploi et les économies locales ?

Pour être le plus bref possible je propose ci-dessous 3 premières mesures d'urgence, il y en aurait bien d'autres.

PREMIÈRE MESURE D'URGENCE

Mes collègues élus comme moi-même ont tous été amenés à croiser des patrons de petites ou de moyennes entreprises qui rencontrent à un moment ou à un autre des problèmes de trésorerie qui pourraient être passagers. Mais il faudrait pour cela que les banques aient comme but de soutenir l'économie et de permettre à ces entreprises de passer un cap. Beaucoup de communes ou de collectivités territoriales sont d'ailleurs confrontées aux mêmes difficultés. La sauvegarde de ces entreprises aurait pour conséquence la préservation de milliers d'emplois.

Mais les banques, toutes privatisées depuis 1986 (même celles qui étaient publiques ou semi-publiques depuis leur création au début du XIX^{ème} siècle, il y a 2 siècles, ou celles que Charles de Gaulle avaient nationalisées en 1945) répondent aux élus comme à ces petits ou moyens patrons qu'elles sont des entreprises comme les autres et que leur unique but est de faire du profit.

Avant toute autre mesure, il est donc urgent de renationaliser tout le système bancaire sans exception.

SECONDE MESURE D'URGENCE

Il est facilement et immédiatement réalisable de lancer certaines productions industrielles ou activités artisanales qui sont non délocalisables ... une fois les banques re-nationalisées, une seconde mesure à mettre en oeuvre d'urgence serait de lancer immédiatement un vaste plan de travaux publics dans des domaines dont l'utilité publique ne pourrait être contestée par aucune personne honnête et de bonne foi.

Pour illustrer cette proposition, prenons l'exemple des autoroutes. Dans un pays comme la Belgique il y a déjà 30 ou 40 ans que les autoroutes sont éclairés du crépuscule jusqu'à

l'aurore. Ceci amène un accroissement important du confort de conduite et surtout améliore grandement la sécurité routière. C'est un chantier gigantesque.

TROISIÈME MESURE D'URGENCE

Pour avoir une action positive sur l'économie en faveur de l'humanité et de l'environnement Humain, il faut tout de suite réfléchir aux moyens d'articuler les mesures immédiates et les mesures à court, moyen, long et très long terme.

Un exemple : prenons l'industrie clé, s'il en est, de la production d'énergie. De très grands scientifiques, physiciens ou autres biologistes, ont prédit depuis plus d'un siècle que l'énergie inépuisable de la fin du XXI^{ème} siècle sera l'énergie solaire (pour certains d'entre eux, c'était dès le début des années 1900, et avant même la découverte des possibilités de l'énergie nucléaire !) ... il faut affirmer bien fort que toutes les sources d'énergie dites « renouvelables » autres que l'énergie solaire ne pourront être que des énergies d'appoint si on veut bien être sérieux.

Pour ces grands scientifiques, le problème, en 1900, était donc de trouver le moyen d'assurer la transition entre l'époque des énergies fossiles (type hydrocarbures ou houille) et celle de l'acquisition par l'Humanité de la maîtrise de l'énergie solaire, après épuisement prévisible des sources d'énergie fossile.

La solution apparut avec la découverte ultérieure des possibilités de l'énergie nucléaire. Mon point de vue sur celle-ci est celui que j'ai repris de Jean Rostand, le grand biologiste, Humaniste respecté, homme de Raison, Libre Penseur et précurseur de la défense de l'environnement Humain : Une source d'énergie dangereuse à utiliser, et qui doit donc l'être en prenant le minimum de risques d'accidents (*). Mais une source d'énergie dont, plus d'un demi siècle après les propos de Jean Rostand, l'Humanité ne peut toujours pas se passer pour plusieurs décennies encore : 20, 30 ou 40 ans ?

() à ce sujet c'est une information incroyable et surprenante que celle qui a circulé récemment concernant la construction envisagée d'une centrale dans une zone de grande activité sismique, en Turquie par les Japonais ... en raison de leur grande expertise dans le domaine des constructions parasismiques !*

Il faut donc décider prioritairement de maintenir en activité les centrales qui présente un risque raisonnable comme celle du Bugey, mais en renationalisant EDF, en formant le personnel comme c'était le cas depuis 1945 dans l'entreprise nationalisée, et, par conséquent, en cessant d'avoir recours à des personnels intérimaires, non qualifiés et sous-payés.

Sinon les conséquences seront obligatoirement les mêmes que lors de la destruction de l'usine AZF de Toulouse par l'explosion d'un stock de nitrate d'ammonium, entraînant la mort de 31 personnes et faisant 2 500 blessés le 21 septembre 2001 ... on savait pourtant bien que la manipulation des nitrates est elle aussi une activité dangereuse. Une activité dangereuse qui a fait dans le monde entier, et à de nombreuses reprises depuis les années 1920, parfois plusieurs milliers de morts lors de certaines explosions.

En toute conscience je pense que la culpabilité n'est pas celle ni de la science, ni de la production industrielle de nitrates en soi, mais celle de du grand capitalisme devenu exclusivement financier, et qui ne se préoccuppe plus que de la recherche du profit immédiat maximum en méprisant les règles de sécurité élémentaires et encore davantage l'intérêt futur de l'Humanité.

Mais, en même temps, il faut que les banques re-nationalisées contribuent à préparer la sortie du nucléaire quand ce sera enfin possible en investissant massivement dans les recherches (recherche fondamentale comme recherche appliquée) pour domestiquer au plus tôt l'énergie solaire avec une efficacité maximum ...

C'est un domaine duquel des industries d'avenir surgiront si nous prenons les bonnes décisions. (*)

(*) *On pourrait ensuite imaginer une loi amenant dans un avenir proche toutes les usines inesthétiques de la « plastic vallée » à devenir productrices d'électricité pour le compte d'EDF en équipant systématiquement leurs toitures en panneaux solaires conçus aussi pour améliorer la qualité du paysage industriel ...*

Mais dès à présent ou presque, les poteaux d'éclairage public sur les autoroutes pourraient être équipés de dispositifs stockant l'énergie solaire du toute la durée du jour pour la restituer sous forme de lumière la nuit venue. De tels dispositifs existent d'ores et déjà pour éclairer des jardins d'agrément avec une autonomie d'éclairage de 7 heures.

2. Sur quel service public jugez-vous le plus urgent d'agir et comment ?

Je crois avoir déjà largement répondu dans ma profession de foi en formulant l'un des 4 mandats que je sollicite des électeurs et desquels je serai porteur s'ils m'élisent député le 17 juin : **il faut abroger les lois Françaises qui ont transposé les directives postales Européennes et restaurer le monopole de l'Etat sur le service postal** : la Poste est le service public auquel les Français ont recours quotidiennement.

Et les citoyens constatent que depuis que « La Poste » est devenue société anonyme en application du « **dispositif de Lisbonne** » signé par les Jospin-Chirac lors de la réunion extraordinaire du Conseil européen de Lisbonne des 23 et 24 mars 2000, ils sont parfois 2 jours consécutifs sans courrier et reçoivent ensuite trois numéros de leur quotidien favoris en même temps.

Mon garagiste, qui durant des décennies se faisait livrer les pièces détachées par les « PTT » même devenus « P et T » et les recevait toujours ponctuellement. Il est désormais contraint d'avoir recours aux services très onéreux des sociétés spécialisées qui se sont créées. Monsieur Loubet, n'est-ce pas d'ailleurs une solution que le journal Le Progrès a envisagé ou qu'il a peut-être même déjà mis en oeuvre pour assurer sa diffusion sur certaines zône de notre si beau département de l'Ain.

J'ajouterais, en tant qu'élu, que nombre de nos communes sont mises à contribution pour subvenir au maintien d'une agence postale communale.

La Poste doit, comme bien d'autres « services publics », redevenir réellement un vrai service public de la République, et cesser d'avoir comme unique préoccupation de servir les dividendes les plus juteux aux parasites qui en détiennent les actions. Toutes ces propositions ont le même préalable, que notre République s'affranchisse des diktats de cette dictature supranationale créée par le traité de Maastricht que constitue l'Union Européenne.

Fait à Serrières-sur-Ain, le vendredi 25 juin 2012

Jean-Michel Boumé